

min de fer ou une banque pourrait conserver son emploi et faire surveiller les travaux par un gérant quelconque de l'administration. Au bout de trois ans, il aurait une ferme coûtant \$1,500, montant qu'il lui faudrait payer, mais valant, si la région est colonisée, \$5,000. Sous le régime des règlements actuels, cependant, quiconque désire acquérir une telle ferme, doit quitter son emploi et aller vivre sur la ferme, y coucher, comme je l'ai dit, pendant six mois et, à son retour, il ne pourrait reprendre son emploi, parce qu'un autre aura pris sa place. Un plan de ce genre pourrait, je pense, réussir; il y a aujourd'hui dans la ville d'Ottawa des gens qui se feraient un plaisir de placer des capitaux dans une entreprise de ce genre, car les gens aiment à parler de la ferme, du lopin de terre ou du ranch qu'ils possèdent.

Relativement à la somme de 300 millions que l'honorable représentant de Vancouver-Nord propose de prélever en impôts, on pourrait, au besoin, et la chose est, jusqu'à un certain point, très nécessaire, en faire bon usage, pour la construction de voies ferrées, car il demande un débouché; on pourrait construire des embranchements dont le besoin se fait si fortement sentir; on pourrait construire des élévateurs de têtes de ligne à l'intérieur, dans la région de la rivière de la Paix, tout comme sur la côte du Pacifique. Aujourd'hui, les cultivateurs charroient leur grain avec des attelages de quatre chevaux sur une distance de 50 à 100 milles, jusqu'à Spirit-River, Grande-Prairie et Rivière-de-la-Paix; je demanderai à l'honorable représentant de Rivière-de-la-Paix (M. Kennedy) s'il n'en est pas ainsi. Lorsque les cultivateurs arrivent à la tête de ligne, les élévateurs sont encombrés; ils ne peuvent décharger leur grain, et les acheteurs ont le dernier mot quant au classement. On devrait construire des élévateurs dans l'intérieur et sur la rivière de la Paix où il n'existe aucune voie ferrée; ce cours d'eau est considérable et navigable; on devrait construire des soutes à charbon sur la côte du Pacifique pour la houille de l'Alberta; cette province possède les houillères les plus considérables de l'univers.

De plus, une grande partie de cet argent pourrait servir à aider l'immigration dans l'ouest du Canada. Nous venons aujourd'hui en aide aux immigrants de Grande-Bretagne, pourquoi alors ne viendrions-nous pas en aide aux gens de notre propre pays, de ceux surtout qui sont passés aux Etats-Unis? Ce sont les meilleures gens de l'univers, comme nous le savons tous; ils ont pris le chemin des Etats-Unis à différentes époques, mais ils sont prêts à revenir et seraient heureux de le faire si on les aidait et mettait une ferme à leur disposition. Si un immigrant vient ici

[M. Blatchford.]

avec \$500 ou \$1,000, il a assez d'argent pour acheter un attelage de chevaux, une charrue et un charriot; il peut se mettre au travail et obtenir une récolte la première année; cinquante acres en culture lui permettront de vivre s'il n'est pas trop extravagant. On devrait, à mon avis, faire quelque chose pour ramener nos Canadiens des Etats-Unis; on devrait aider d'abord les fils de notre pays avant d'aider les étrangers. Nous ne devrions pas, je pense, aller ailleurs et dépenser de fortes sommes d'argent pour amener des immigrants au Canada lorsque nous avons un grand nombre de nos propres gens qui ne demandent pas mieux d'aller s'établir sur une ferme. Et nos gens réussissent bien généralement.

J'irai même plus loin que l'honorable député de Vancouver-Nord en ce qui regarde la mise en valeur de l'Ouest et du Nord-Ouest; j'en ai parlé au ministre de l'Intérieur (M. Stewart). Je suggère d'ouvrir toutes grandes les portes des territoires du Nord-Ouest et d'y laisser entrer et travailler tous ceux qui s'intéressent à l'exploitation minière. Je suggère aussi de diviser le territoire en damier comme on le fait pour les homesteads; en outre, de réserver 5,000 milles carrés pour tout individu ou groupe d'individus qui déposera entre les mains de l'Etat un cautionnement de \$50,000 pour garantir de sa part une dépense de \$50,000 en trois ans. Quiconque prendrait cette initiative aurait naturellement besoin d'un hydroplane pour emmener là-bas ses prospecteurs, car l'époque est passée où le prospecteur s'en allait avec ses outils et ses provisions sur le dos. J'ai travaillé dans la région de Kootenay à l'époque où tous les jeunes gens qui allaient là étaient des prospecteurs. Aujourd'hui, ce sont des vieillards qui y vont; les jeunes ne suivent pas la vieille méthode. En divisant ainsi en damier les territoires du Nord-Ouest qui, sans contredit, constituent le territoire le plus riche en minéraux du monde, celui qui prendrait 5,000 milles carrés de terrain aurait besoin d'un hydroplane pour y transporter ses prospecteurs et ses provisions et il faudrait faire cela en été. Le concessionnaire aurait un intérêt de 10 p. 100 dans toute richesse minière découverte, ce qui lui assurerait une certaine protection. Il ne serait pas juste de lui demander d'explorer une région inconnue pour voir ensuite quelques-uns de ses employés s'emparer des meilleures mines et le laisser sur le pavé. Je suis persuadé que si le ministre de l'Intérieur voulait adhérer à un projet de la sorte,—il en a déjà été saisi,—il suffirait de dix ou quinze ans pour coloniser les territoires du Nord-Ouest, au lieu de cent ans, comme avec les conditions actuelles. Des expéditions pourraient partir